

Démission du Premier ministre désigné Mohamed Allawi

Irak : grande incertitude politique

©
D.R



Le Premier ministre désigné Mohammed Allawi a renoncé, dimanche soir, à former un gouvernement, quelques heures après un troisième report du vote de confiance que devait lui accorder le Parlement. M. Allawi a dénoncé dans une lettre adressée au président de la République Barham Saleh "des parties qui ne négocient que pour leurs propres intérêts sans aucun respect pour la cause nationale". Quelques minutes après l'annonce de son départ, le président irakien a dit "travailler à choisir un candidat de remplacement".

Selon des médias irakiens hier, le président de la République a déjà arrêté depuis des semaines son choix : il veut très probablement nommer le chef du renseignement, Moustafa Al-Kazimi. La crise politique, elle, s'intensifie davantage, ne laissant apparaître aucune visibilité, alors que la colère de la rue ne faiblit pas, bien au contraire. Les manifestants menacent de durcir davantage leur mouvement, malgré plus de 600 morts depuis le début du soulèvement populaire, en octobre 2019.

Le Premier ministre démissionnaire Adel Abdel Mahdi et son équipe continueront à gérer les affaires courantes, même si ce dernier avait annoncé dans un tweet qu'il était prêt à partir. Mais la Constitution ne prévoit pas l'option d'une démission du Premier ministre. Selon les textes de la loi fondamentale, la balle est désormais dans le camp du président Barham Saleh après l'échec du Parlement à voter la confiance.

M. Saleh a 15 jours pour choisir qui formera le futur gouvernement. Mais, cette fois-ci, il le fera sans demander l'avis des grands blocs parlementaires, comme l'y obligeait la Constitution pour M. Allawi. Hier, sur la place Tahrir à Bagdad, épicerie de la contestation, les manifestants ont de nouveau réclamé une nouvelle classe politique, accusant leurs dirigeants actuels de corruption et d'être incapables de leur assurer les services de base : électricité, emplois et soins médicaux.

Les manifestants exigent en outre l'organisation d'une élection anticipée, seule voie, selon eux, de renouvellement du système politique actuel. "Seules des élections pourront changer la donne", ont scandé hier dans la ville du sud Nassiriyah des étudiants regroupés au centre de la ville, selon les médias irakiens.

K. B./Agences